

La date de la rupture d'une relation commerciale doit être précisée



© 2024 Les Echos Publishing

Tout producteur, distributeur ou prestataire de services qui rompt, même partiellement, une relation commerciale établie doit donner à son partenaire un préavis écrit d'une durée suffisamment longue. À défaut, il engage sa responsabilité et peut donc être condamné à verser des dommages-intérêts à ce dernier.

Précision : la durée minimale du préavis doit être fixée au regard notamment de la durée de la relation commerciale, en référence aux usages du commerce ou, s'ils existent, aux accords interprofessionnels. Sachant que la responsabilité de l'auteur de la rupture ne peut pas être engagée pour cause de durée insuffisante dès lors qu'il a respecté un préavis de 18 mois.

Et attention, la notification de l'intention de rompre une relation commerciale établie n'est régulière, et le préavis ne commence à courir, que si la date de la rupture est précisée. C'est ce que les juges ont rappelé dans l'affaire récente suivante.

En 2005, une entreprise de transport avait conclu avec un prestataire informatique un contrat de maintenance d'un logiciel pour une durée indéterminée. Fin 2015, elle l'avait

informé de son intention de recourir à un appel d'offres pour le mettre en concurrence avec d'autres prestataires. Puis, par une lettre du 29 septembre 2017, elle avait mis fin au contrat avec un préavis de 3 mois. Estimant que ce délai était insuffisant et que la rupture de la relation commerciale était donc brutale, le prestataire informatique avait réclamé en justice des dommages-intérêts à l'entreprise. Cette dernière avait alors fait valoir que le délai de préavis avait commencé à courir dès la fin de l'année 2015, au moment où elle avait informé le prestataire du recours à l'appel d'offres, et que la rupture intervenue fin décembre 2017 n'avait donc pas été brutale.

Mais les juges n'ont pas été de cet avis. En effet, l'information relative à la mise en concurrence du prestataire informatique avec d'autres prestataires ne précisait pas la date à laquelle la rupture de la relation commerciale aurait lieu et ne pouvait donc pas faire courir le préavis. Pour les juges, ce préavis n'avait donc couru qu'à compter du 29 septembre 2017, date à laquelle avait été envoyé le courrier mettant fin à la relation commerciale.

[Cassation commerciale, 20 mars 2024, n° 23-11505](#)

© 2024 Les Echos Publishing